

**AFRICAN ECONOMIC RESEARCH
CONSORTIUM SENIOR POLICY SEMINAR XI
(LUSAKA, ZAMBIA, 06 – 08 April 2009)**

La crise financière internationale et ses conséquences sur les économies africaines

Professeur TOUNA MAMA

Chef du Département d'Analyse et Politiques Economiques de l'Université de Yaoundé II

Membre de l'Académie des Sciences du Cameroun

Courriel : tounamama@yahoo.fr Site Internet : <http://www.tounamama.com>

Professeur TSAFACK NANFOSSO Roger

Directeur du Programme de Gestion de la Politique Economique à la Faculté des Sciences
Economiques et de Gestion de l'Université de Yaoundé II

La crise financière internationale et ses conséquences sur les économies africaines

Par

Professeurs TOUNA MAMA et TSAFACK NANFOSSO

**Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université de Yaoundé II - Cameroun**

I – INTRODUCTION

La crise financière actuelle, rampante depuis Août 2007 avec la crise dite des "*subprimes*" aux Etats-Unis, a éclaté avec la décision du gouvernement républicain des Etats-Unis du 14 septembre 2008 de laisser couler la Banque Lehman Brothers au motif que <<*le marché doit s'occuper du marché*>>. Dès le lendemain 15 septembre 2008, la place boursière de New York, Wall Street, plonge dans une crise qui va se révéler être la plus grave depuis les années 1930 non seulement par sa profondeur, mais surtout par sa contagion au-delà des Etats-Unis.

En effet, la journée du lundi 15 septembre 2008 est marquée par de fortes baisses des cours boursiers. L'assureur AIG est le plus directement touché. Merrill Lynch doit se laisser absorber par Bank of America, Morgan Stanley et Goldman Sachs inspirent une méfiance croissante et Washington Mutual, la 6^e banque américaine et la première caisse d'épargne, voit sa notation dégradée. De lourdes incertitudes pèsent sur Wachovia. La possibilité de voir les établissements bancaires américains s'effondrer comme des dominos devient à chaque heure plus crédible...

La panique s'empare non seulement des places financières mais aussi de la sphère politique américaine. Tant et si bien que Henry Paulson, alors Secrétaire d'Etat au Trésor est obligé de renoncer à son

discours selon lequel << *le marché doit s'occuper du marché*>> pour intervenir.

Cette intervention, un peu tardive, qui est inspirée de celle plus prompte du Premier Ministre britannique Gordon Brown, ne réussit cependant pas à calmer les marchés.

Progressivement, la crise financière américaine va donc se transformer en crise financière internationale, et celle-ci en crise économique mondiale ; ne pouvant laisser aucun continent voire aucun pays indifférent.

Comment en est-on arrivé là et pourquoi ?

Quelles peuvent en être les conséquences sur les économies africaines ?

C'est à ces questions que notre papier va tenter d'apporter des éléments de réponse.

II – DE LA CRISE FINANCIERE INTERNATIONALE A LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

Il convient d'abord d'expliquer la crise financière internationale, avant de montrer comment cette crise s'est transformée en crise économique mondiale.

A – L'explication de la crise financière internationale

1. Comment en est-on arrivé là ? ou de la bulle internet à la bulle immobilière¹

L'on peut situer à 2000 l'origine de la crise financière internationale actuelle avec l'éclatement de la bulle internet, même si son début se manifeste en Août 2007 avec la crise des "*subprimes*".

En effet, la Fed, la Banque Centrale des Etats-Unis, a répondu à l'éclatement de la bulle internet en 2000 en ramenant le taux d'intérêt des fonds fédéraux, qui est le taux auquel les banques américaines se prêtent mutuellement leurs surplus de liquidités, de 6,5 % à 3,5 %, en l'espace de quelques mois seulement. Puis est venue l'attaque terroriste du 11 septembre 2001 qui a amené la Fed à continuer à baisser ce taux jusqu'à 1 % en 2003, taux le plus bas depuis un demi siècle. C'est précisément ce taux très faible, à la limite négatif si

¹ SOROS (G), (2008), *La vérité sur la crise financière*, Paris, Ed. Denoël.

l'on prend en compte l'inflation, qui est à l'origine des crédits très bon marché qui ont engendré la bulle immobilière.

En effet les prêteurs hypothécaires ont assoupli leurs conditions d'octroi de prêts et inventé de nouveaux moyens de stimuler l'activité – et de percevoir au passage des frais bancaires. Les banques d'investissement de Wall Street ont donc développé toute une variété de techniques nouvelles pour se défaire du risque sur d'autres investisseurs en quête de rendements élevés, comme les fonds de pension et les fonds communs de placement. Elles ont également créé des véhicules d'investissement structuré (Structured Investments vehicles) afin de maintenir hors bilan leurs propres positions.

Ce jeu a si bien marché qu'entre 2000 et 2005 la valeur vénale des logements existants s'est accrue de plus de 50 %, et le secteur de la construction s'est emballé, nourrissant au cours du premier semestre 2005 la croissance du PIB américain à hauteur de 50 %, soit directement soit indirectement.

L'augmentation de plus de 10 % par an des prix des logements a nourri la spéculation.

Les instruments les plus utilisés étaient les hypothèques à taux révisibles (Adjustable Rate Mortgages) avec un taux initial "*allumeur*" inférieur aux taux du marché pendant les deux premières années.

Il y a donc eu une ruée vers les crédits hypothécaires, qui étaient accordés, avec la complicité active des courtiers, à des agents dont la solvabilité n'était pas garantie ; le cas extrême étant les prêts dits <<*ninja*>> (no income, no job, no asset), c'est-à-dire des prêts accordés aux gens n'ayant ni revenu, ni travail, ni biens !

Les banques se sont débarrassées de leurs hypothèques les plus risquées en les restructurant dans des titres appelés CDO (Collateralized Debt Obligations), c'est-à-dire des obligations garanties par des ensembles d'actifs comprenant généralement des crédits bancaires, des obligations et des Contrats dérivés sur défaut de crédit (Credit Default Swaps) ou CDS.

Finalement, la titrisation s'est soldée par une aggravation des risques par le transfert de la propriété des hypothèques de banquiers connaissant leurs clients à des investisseurs qui ne les connaissaient pas. Loin de se limiter aux hypothèques, la titrisation s'est étendue à d'autres segments du crédit. C'est ainsi qu'il s'est développé un marché de produits synthétiques dont le plus important a été celui des CDS, marché florissant grâce aux *hedge Funds*, "*fonds de protection*" agissant dans les faits comme des assureurs de produits financiers à risques. En septembre 2008, on estimait à près de 43.000 milliards de dollars la

valeur nominale totale des CDS aux Etats-Unis, alors que la capitalisation boursière du pays était de 18.500 milliards de dollars et le marché des valeurs du Trésor 4500 milliards seulement.

On voit donc que l'économie financière, l'économie du papier a pris le pas sur l'économie réelle et s'est développée sans rapport avec elle.

On peut donc conclure que c'est la spéculation à outrance qui est la cause de la crise financière actuelle qui a été d'autant plus profonde que les agences de notation dont la méthodologie est pour le moins opaque ont parfois attribué de bons points aux produits "*pourris*" ou "*toxiques*", voire à des Fonds et autres banques d'investissement aux bilans douteux.

Il a donc suffi que la première banque américaine, en l'occurrence Lehman Brothers, dépose le bilan pour que l'ensemble du système financier américain se grippe.

En effet, la faillite de Lehman Brothers destabilise l'assureur AIG qui occupait une place stratégique dans le système financier américain ; et ce, d'autant plus que ce dernier détient un volume important de CDS. Et la quasi-nationalisation de AIG avec l'acquisition par le Trésor de près de 80 % de ses actions et un prêt-relais de la Fed de 80 milliards de dollars n'a pas rassuré le marché. Et pour la première fois, des doutes se sont fait jour sur la dette souveraine américaine.

Les banques se méfiant les unes vis-à-vis des autres, ont arrêté de se prêter de l'argent.

C'est pour remédier à cette situation que le Secrétaire d'Etat au Trésor et le Gouverneur de la Fed, sur instruction du Président G. BUSH, décident de mettre sur pied un plan de 700 milliards de dollars pour racheter les actifs "*pourris*" ou "*toxiques*" détenus dans le système bancaire et chez les assureurs américains.

Entre temps la crise financière s'est propagée des Etats-Unis à l'Europe et aux pays émergents qui décident tous d'imiter la politique interventionniste initiée en Grande-Bretagne par Gordon BROWN, l'objectif étant d'assurer la continuité des prêts interbancaires et l'obtention des crédits par les entreprises.

Mais, pourquoi en est-on arrivé là ?

2 – La crise financière, expression de la crise du mode de croissance américain ⁽²⁾

² Voir, entre autres, SAPIR (J.) (2008), <<une décade prodigieuse : la crise financière entre temps court et temps long>>, *Revue de la Régulation*, n°3. 2^e semestre ou [http : // regulation.revues.org/document4032.html](http://regulation.revues.org/document4032.html).

Il semble que les dérives actuelles de la finance sont le produit de la crise d'un mode d'accumulation, le néo-libéralisme américain, qui prétend développer une économie capitaliste en comprimant toujours plus les salaires à la faveur des profits, et en conduisant une fraction toujours plus grande de la population de la paupérisation relative à la paupérisation absolue.

Ce mode d'accumulation qui repose sur une répartition du produit national toujours plus inégale, 1 % des Américains les plus riches se partageant 20% des revenus du pays ⁽³⁾, ne peut fonctionner que grâce à l'endettement qui permet aux classes moyennes de maintenir leur niveau de vie et aux plus faibles d'assurer la survie. L'endettement prend alors la forme du crédit hypothécaire qui devient un instrument du crédit global, se substituant en partie aux formes traditionnelles de crédits à la consommation grâce au Home Equity Extraction et aux crédits renouvelables ainsi engendrés (Home Equity Line of Credit ou HELOC). Sans cet endettement, la consommation américaine n'aurait pratiquement pas augmenté en termes réels entre 2002 et 2007, et les Etats-Unis auraient connu une croissance végétative d'à peine 1 % par an. On comprend alors pourquoi l'endettement des ménages américains représente aujourd'hui 93 % du PIB, dont 77 % du PIB pour le seul endettement hypothécaire.

En fait, comme l'écrit Martine BULARD, << l'Amérique du haut s'enrichit et pousse celle du bas vers les institutions de crédit afin d'éviter de payer des salaires décents. Et c'est le Sud qui solde les comptes. Car... ce sont principalement les pays émergents dont le BRIC⁽⁴⁾, qui comblent les déficits américains, en achetant des bons de Trésor, ces emprunts émis par Washington et contractés 80 ou 90 % par l'Etranger >>⁵. Comme nous l'avons montré ailleurs, sans sous-estimer son charisme personnel, cette situation de paupérisation toujours plus grande de la population américaine n'est pas étrangère à l'élection à la Maison Blanche du Démocrate Barack OBAMA, dont le programme économique apparaissait comme un espoir pour les classes moyennes et basses de cette population ⁽⁶⁾.

Mais c'est la mutation, la transformation de la crise financière internationale en crise économique mondiale qui va surtout toucher l'Afrique.

³ BULLARD (M.) (2008), << Washington perd l'initiative : Finance, puissance... le monde bascule >>, *le Monde Diplomatique*, N° 656, Novembre.

⁴ BRIC pour Brésil, Russie, Inde et Chine.

⁵ BULARD (M.), Loc. cit. p. 1 et 18.

⁶ Voir TOUNA MAMA (2008) << Crise financière, triomphe de Barack OBAMA et fin de la pensée unique néo-libérale >>, *Cameroon Tribune*, 27 Novembre.

B – La transformation de la crise financière internationale en crise économique mondiale

Si les banques ne se font plus confiance et cessent de se prêter de l'argent, craignant d'encaisser des produits "**toxiques**", ou de n'être pas remboursées, le système de compensation s'effondre. Et les banques, devenant plus averses vis-à-vis du risque, augmentent le rationnement du crédit aux entreprises. Et les entreprises, n'ayant plus les crédits souhaités pour financer leurs plans de développement, réduisent leurs activités et licencient une partie plus ou moins importante de leur personnel.

On assiste dès lors à une récession économique doublée de chômage. Ce mouvement, parti des Etats-Unis, se propage en Europe et dans les pays émergents et n'épargne pas totalement les pays en développement.

Et c'est d'abord le secteur de l'immobilier qui est touché, suivi du secteur automobile dans lesquels les entreprises, les unes après les autres, annoncent la baisse de leurs bénéfices voire des pertes aux 3^e et 4^e trimestres 2008. Ces entreprises sont donc amenées à mettre des salariés au chômage technique sinon à les licencier purement et simplement.

De façon générale, on peut identifier cinq (5) principaux canaux de transmission de la crise financière à la crise économique :

- les marchés financiers,
- les banques et institutions financières,
- les crédits et les investissements,
- l'activité et l'emploi,
- la récession.

1 - Les marchés financiers

Lorsque les cours des actions baissent, c'est non seulement la richesse des entreprises qui diminue mais aussi des dividendes en moins pour leurs propriétaires, c'est-à-dire un manque à gagner voire une perte sèche pour les ménages détenteurs de ces actions qui devront ajuster leur consommation et leur épargne à la suite de ce mouvement.

On peut rappeler à cet égard qu'aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne près de 50 % des foyers possèdent des actions.

2 – Les banques et les institutions financières

Il en est de même lorsqu'une banque fait faillite ou est absorbée par une autre. Non seulement c'est l'épargne des ménages placée auprès d'elle qui peut partir en fumée, mais ce sont les cotisations de retraités placées dans les fonds de pension et en recherche de rentabilité qui peuvent s'écrouler comme un château de cartes.

3 – Le crédit et les investissements

Avec la crise financière, les entreprises enregistrent une chute de leur capitalisation et les banques deviennent plus réticentes à leur accorder des crédits et les entreprises réduisent de ce fait leurs investissements.

4 – L'activité et l'emploi

Les entreprises sont dès lors obligées de ralentir leur activité et de mettre une partie de leur personnel au chômage, temporaire ou définitif.

5 – La récession

On assiste dès lors à une réduction du taux de croissance économique qui peut même devenir négatif.

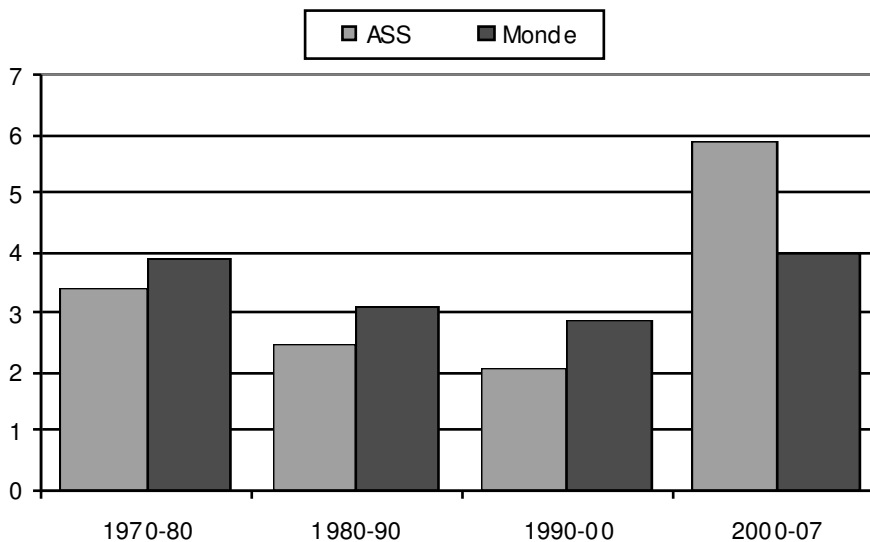
III – LES CONSEQUENCES DE LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE SUR LES ECONOMIES AFRICAINES

La crise financière internationale qui s'est transformée en crise économique mondiale ne pourra pas épargner les économies africaines dont la croissance économique est largement dépendante de l'extérieur.

Cette crise arrive à un moment particulier du parcours du continent, caractérisé, en dépit de la kyrielle de problèmes que l'on peut évoquer, par une situation économique positive, un équilibre budgétaire nettement amélioré, un niveau d'endettement général supportable grâce à l'Initiative pour pays pauvres très endettés, et des taux de croissance passés au-dessus de la moyenne mondiale dès 2000 (figure 1). Comme

le souligne Osakwe (2008), une meilleure gestion économique, des progrès dans la gouvernance, la hausse des prix des produits de base, la réduction des conflits armés et l'accroissement du soutien international pour l'Afrique subsaharienne avaient suscité l'espoir d'un avenir radieux pour la région. Et il ne fait aucun doute que la performance économique récente de l'Afrique subsaharienne a justifié ce nouvel optimisme, car les progrès remarquables réalisés depuis 2000 sont avérés : le taux de croissance annuelle moyenne en Afrique subsaharienne (ASS) a enregistré une hausse, passant de 3,7% en 1996-2000 à 6,3% en 2003-2007, alors que l'inflation a reculé de 18,8% à 8,2% au cours de la même période.

Figure 1: Taux moyen de croissance du PIB (%)
Source: FMI



Le taux de croissance par habitant qui était de 1,1% dans les années 1990, est passé à 4% entre 2004 et 2006. En 1990, 47% des Africains vivaient en dessous du seuil de pauvreté, ils n'étaient plus que 41% en 2004 et si les trends se poursuivaient, il n'y aurait plus eu que 37% en 2015. Nombre de pays du continent ont été portés par l'application de pratiques de plus en plus saines dans la gestion macroéconomique, mais aussi par d'importants investissements directs étrangers en provenance notamment d'Asie, en particulier de Chine et des pays pétroliers du Golfe. Le FMI estime ainsi que les investissements et prêts étrangers en direction de l'Afrique sont passés de 11 milliards de dollars en 2000 à plus de 53 milliards en 2007, singulièrement liés à l'exploitation pétrolière.

Face à la crise financière et à sa diffusion en termes d'effets dévastateurs tant dans les autres compartiments économiques que dans l'ensemble des continents, on peut malheureusement s'attendre à ce que la dynamique favorable sur laquelle se trouvait l'économie du continent soit brisée du fait des conséquences prévisibles sur la croissance, les exportations, les investissements directs étrangers (IDE), l'aide publique au développement (APD), les transferts d'argent de la diaspora, l'emploi et la pauvreté en Afrique, etc.

Pour des raisons pédagogiques, l'on peut évaluer les conséquences de la crise économique sur les économies africaines selon trois dimensions : une dimension macroéconomique, une dimension sectorielle et une dimension sociale.

A - Dimension macroéconomique

La dimension macroéconomique des conséquences de la crise est vaste et peut être appréhendée sous plusieurs angles. Quatre parmi les plus cités sont envisagés ici : la croissance, le commerce extérieur, les flux financiers et l'inflation.

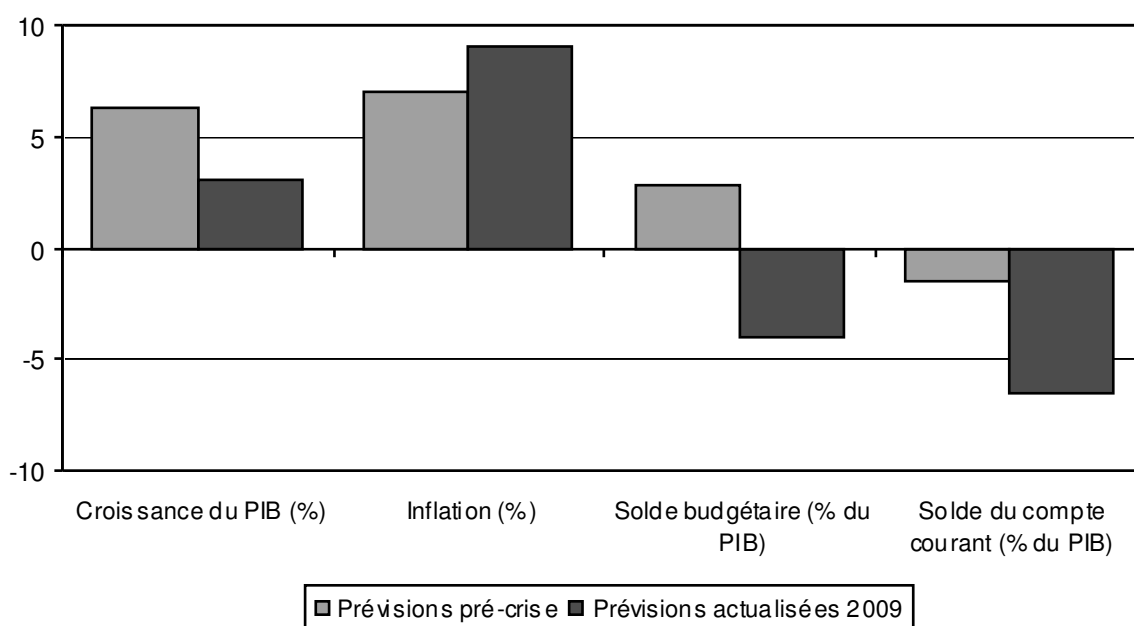
1 - Croissance

Depuis octobre 2007, à cause de la crise, le FMI a revu à la baisse ses prévisions de croissance mondiale. En effet, la hausse du PIB mondial était estimée à 5% en 2007. Elle est passée à 3,9% pour l'année 2008 et les prévisions pour l'année 2009 suggéraient qu'on ne pouvait dépasser 3%. Le 6 novembre pourtant, ces prévisions sont devenues plus alarmantes puisque le PIB mondial n'était plus estimé qu'à 2,2%.

Le 4 février dernier à Paris, le FMI a affirmé que l'Afrique était désormais sérieusement touchée par la crise économique. La croissance qu'on pensait pouvoir atteindre 5% ne devrait finalement être que de 3% en 2009 ; elle pourrait atteindre 5% en 2010 après avoir été de 5,5% en 2008. Les enseignements dégagés par Monsio Sayeh (2009) incitent au plus grand pessimisme, puisque la croissance baisse rapidement, l'inflation ne diminue que lentement, et des pressions apparaissent nettement sur les balances des paiements et les soldes

budgétaires (figure 2)⁷. Ces derniers étaient par exemple évalués à près de 8% (respectivement – 1,5%) du PIB en 2008 pour les pays exportateurs (respectivement importateurs) de pétrole et sont désormais estimés à – 8% (respectivement – 1,8%) en 2009.

Figure 2: Prévisions économiques en Afrique
Source: Mensio Sayeh (2009)



Hormis le Mali, le Congo, le Kenya, la République Sud Africaine, la Zambie et Maurice, tous les pays subsahariens connaîtront des déficits de leurs balances des comptes courants compris entre 0 et – 4% et parfois plus profonds puisque inférieurs à – 4% dans certains cas (Guinée, Niger, Nigeria, Cameroun, Gabon, RDC, Angola, Namibie, et Madagascar).

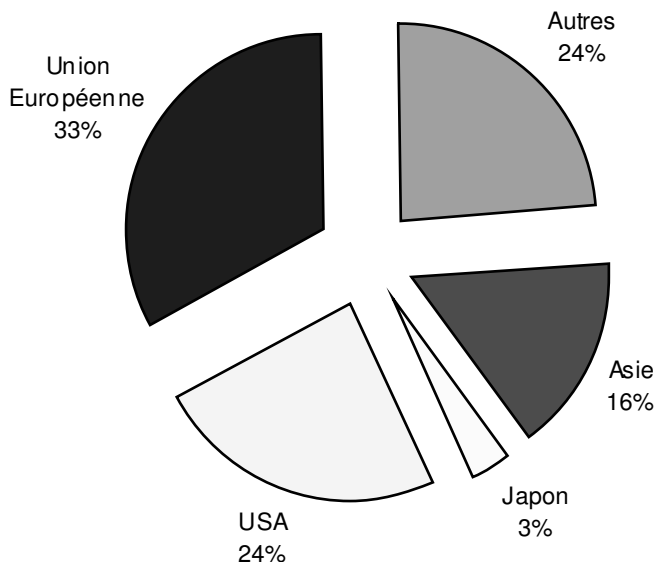
Le 10 mars dernier, à Dar-es-Salaam (Tanzanie), Dominique Strauss – Kahn a réaffirmé les inquiétudes du Fonds Monétaire International sur l'impact de cette crise sur les économies africaines, estimant que cette troisième vague du "**tsunami financier**" parti des Etats-Unis va frapper de plein fouet 22 pays particulièrement vulnérables et dont le très grand nombre se trouve en Afrique Subsaharienne ; le scénario catastrophe portait d'ailleurs le nombre de pays susceptibles d'être touchés à 48.

2 - Commerce extérieur

⁷ Madame Antoinette Mensio Sayeh est Directeur du Département Afrique du FMI.

Ce pessimisme trouve une résonance particulière si l'on s'intéresse au comportement de la demande des partenaires basé sur la répartition géographique de l'offre des produits du continent (figure 3). La part belle y est en effet faite à l'Union Européenne, aux USA, à l'Asie et au Japon. Les prévisions de croissance de ces pays sont en baisse : - 0,7% pour les USA, - 0,8% pour l'Allemagne, - 0,5% pour la France, - 0,7% pour l'Italie, - 0,2% pour le Japon, - 1,3% pour le Royaume Uni, etc. et seule l'Asie (Inde, Chine, Moyen Orient) exhiberait des taux de croissance positifs bien qu'en baisse.

Figure 3: Destination des exportations africaines
Source: Mensio Sayeh (2009)



C'est dans ce contexte que les prévisions de croissance en volume des importations de ces régions et pays publiées par le FMI sont pessimistes, puisque les USA devraient enregistrer une baisse de 2% de leurs importations, le Japon une baisse de l'ordre de 7%, l'Asie une baisse de l'ordre de 5,3% identique à la baisse estimée de la demande de l'Union Européenne. De telles baisses signifient une raréfaction des débouchés pour les produits exportés par le continent, et donc des pertes de recettes pour le financement de leurs économies. De telles pertes de recettes induiront à leur tour une incapacité des pays à importer les intrants et capitaux de toutes sortes indispensables au fonctionnement des unités de production locales.

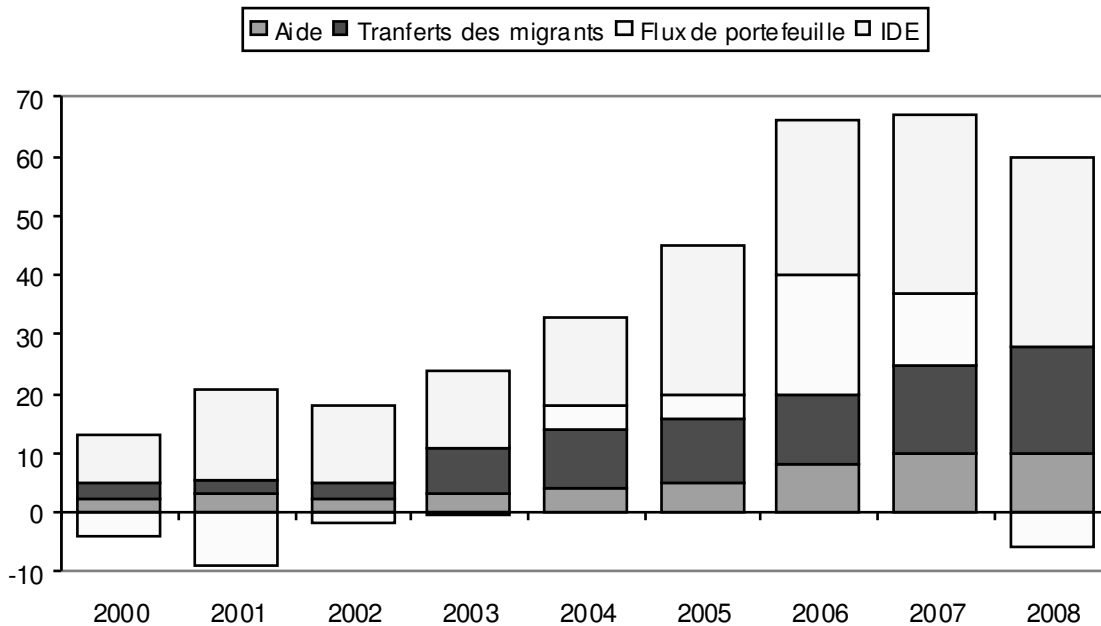
3 - Flux financiers

De façon générale, les flux financiers en direction de l'Afrique sont de quatre ordres : l'APD, les transferts des migrants africains de la diaspora, les IDE et les flux de portefeuille ou flux de capitaux⁸. On peut légitimement s'attendre à ce que les flux financiers qui amorcent déjà leurs baisses (figure 4) se raréfient, étant donné que les principales sources sont rudement touchées par la bourrasque financière.

Les pays riches, concentrés sur le sauvetage de leurs économies, vont probablement réduire l'APD, qui ne s'élevait déjà en moyenne annuelle qu'à 14 milliards de dollars versés à l'Afrique subsaharienne. Les engagements annoncés affirment une aide au développement évaluée à 0,7% du PIB des pays riches. Les données de l'OCDE indiquent malheureusement que seuls la Suède (1,02%) et la Norvège (0,89%) remplissent leur contrat, tandis que les autres en sont éloignés, à l'exemple du Royaume-Uni (0,51%), des USA (0,18%), de la France (0,47%), du Japon (0,25%) et de l'Allemagne (0,36%). Pour suppléer à cette carence de financement, aux conséquences néfastes pour l'Afrique, la Banque mondiale a annoncé, le 11 novembre 2008, un quasi-triplement des capacités de prêts de sa filiale travaillant avec les Etats. Car, parce que l'APD est de plus en plus fléchée, sa réduction se traduira ipso facto par la diminution si ce n'est la disparition des budgets destinés aux programmes sociaux (santé, éducation, protection maternelle et infantile, handicapés, logements, assainissement urbain, etc.) et par un gel du financement des infrastructures publiques (ponts, barrages, routes et autoroutes, aéroports, hôpitaux, etc.).

⁸ Dans la pratique, flux de capitaux et IDE se distinguent dans les statistiques de la balance des paiements par leur durée en ce sens que les investissements d'une durée inférieure à un an sont des flux de portefeuille tandis que ceux à plus d'un an sont des IDE.

Figure 4: Flux financiers vers l'Afrique (milliards de \$)
 Source: Mensio Sayeh (2009)



Les transferts d'argent sont une source de flux financiers généralement plus stable que les autres flux de capitaux privés. De la même manière cependant, la récession dans les pays riches est porteuse de pertes d'emploi qui menacent au premier chef les émigrés africains et par conséquent le volume des transferts financiers opérés par ces derniers (11 milliards de dollars en 2007), et la stabilité et donc les emplois des institutions financières du secteur qui sont très actives en Afrique (Western Union et Money Gram en particulier). Le secteur du tourisme risque d'être touché en raison de la diminution du pouvoir d'achat dans les pays de départ. La forte croissance observée au cours des dernières années dans ce secteur risque, avec la récession, le chômage et la baisse de l'activité du transport aérien, de connaître un réel ralentissement. La régression de l'activité touristique dans certains pays du continent africain (Sénégal, Mali, Côte d'Ivoire, Maroc, Tanzanie, Kenya entre autres) entraînera un effet négatif évident sur le secteur de l'immobilier et de la construction, tiré à la hausse durant ces dernières années par les grands projets touristiques, et par une forte demande en investissements immobiliers de la diaspora du continent.

Les données de la CNUCED sur les tendances en matière d'investissements indiquent que les IDE en Afrique ont doublé entre 2004 et 2006 pour atteindre 36 milliards de dollars, et qu'en 2007, ces investissements ont encore augmenté pour atteindre le record de 53

milliards de dollars. Ces IDE restent cependant concentrés sur le plan géographique ; les dix principaux pays de destination étant le Nigeria, l'Égypte, le Maroc, la Libye, l'Afrique du Sud, le Soudan, la Tunisie, Madagascar, la Guinée Équatoriale, et l'Algérie qui ont absorbé à eux seuls 82% du total. L'intérêt pour les ressources naturelles explique la répartition inégale des flux d'IDE à travers le continent. Les 24 pays africains qui tirent la quasi-totalité de leurs revenus du pétrole et d'autres ressources minières, ont obtenu en moyenne près des trois quarts des flux d'IDE pendant les 20 dernières années (Bilombot Bitadys, 2008).

La réduction prévisible des IDE à la suite de la crise globale exercera certainement des pressions sur le taux de change et réduira également l'investissement dans les infrastructures et les secteurs de production, menant à des fermetures d'usines et à une hausse du chômage. Mais cette réduction est actuellement objet de débat étant donné un fait récent qui a d'importantes implications pour l'Afrique : la forte augmentation des IDE en provenance des pays du Sud, qui de 5% des flux mondiaux sortants en 1990 est passée à 17% du total en 2005. Par exemple, on estime l'IDE en provenance de la Chine à 16,1 milliards de dollars en 2006 (en progression de 32% par rapport à l'année précédente), formant un stock (secteur financier non compris) de 73 milliards de dollars (CEA, 2008). La question de la pérennisation d'une telle attractivité reste ouverte.

4 - Inflation

Si l'inflation moyenne est restée relativement faible en Afrique au cours des cinq dernières années (6,3% en 2007), on constate néanmoins de grandes variations d'un pays à l'autre. Le tableau 1 montre qu'environ 60% des pays africains (contre 52% en 2006) ont enregistré en 2007 un taux d'inflation supérieur ou égal à 5%. Les pourcentages respectifs pour les pays exportateurs et importateurs de pétrole sont de 46% et de 65% en 2007 ; ce qui indique clairement que, peu à peu, l'inflation augmente dans les pays africains, qu'ils soient importateurs ou exportateurs de pétrole.

Tableau 1 : Répartition des taux d'inflation en Afrique en 2007 (53 pays).

	Afrique	Pays riches en pétrole	Pays non pétroliers	Pays riches en ressources	Pays sans ressources minières

				minières	
Moins de 5%	21	7	14	3	18
Entre 5 et 10% (10% exclus)	20	5	15	8	12
Entre 10 et 20% (20% exclus)	9	1	8	3	6
20% et plus	3	0	3	2	1
Total des pays	53	13	40	16	37

Source : CEA (2008).

Alors que les cours élevés du pétrole entraînent une augmentation des coûts de production pour les pays importateurs de pétrole et, par conséquent, une hausse des prix, l'augmentation des recettes pétrolières entraîne, quant à elle, une hausse rapide de la demande intérieure, ce qui conduit à une hausse des cours dans les pays exportateurs de pétrole (surchauffe). Ainsi, l'on trouve parmi les pays touchés par une forte inflation, aussi bien des pays riches en ressources pétrolières ou minières (Angola et RDC) que des pays tels que l'Éthiopie, l'Érythrée et le Zimbabwe, qui ont été touchés durant la période 2000-2007 par d'importants chocs exogènes (principalement la sécheresse et les pénuries alimentaires). Des 10 pays ayant enregistré les taux d'inflation les plus faibles en 2006-2007, seule la Côte d'Ivoire est un pays exportateur de pétrole. En raison de la crise politique, de l'inefficacité des politiques macroéconomiques et de la sécheresse chronique au Zimbabwe, ce pays a connu, avec un chiffre de 3.928,4%, le plus fort taux d'inflation enregistré en Afrique au cours des 10 dernières années (CEA, 2008, pp. 53-54).

Au-delà de la réduction de l'aide et des flux financiers destinés aux pays pauvres, la persistance de la crise financière et économique aura des impacts négatifs sur plusieurs secteurs dynamiques des économies des pays africains.

B - Dimension sectorielle

La trilogie secteur primaire, secteur secondaire et secteur tertiaire convient généralement à toute analyse sectorielle classique. Mais il est aussi possible d'opérer un choix plus détaillé pour analyser la dimension sectorielle des conséquences de la crise en Afrique : l'agriculture, les produits de base, le pétrole et les mines, l'environnement et la forêt, et enfin la monnaie.

1 - Agriculture

La part de l'agriculture dans le PIB varie selon les régions africaines, puisqu'elle va de plus de 32% en Afrique de l'Est à 8,7% en Afrique australe. L'importance du secteur agricole est cependant plus marquée dans les pays d'Afrique hors Afrique du Nord, où il emploie quelque 70% de la main d'œuvre (contre 43% à l'échelle mondiale et 4% en France) et contribue pour 30% au PIB en moyenne.

Le secteur agricole sera l'un des plus touchés par la réduction de l'APD évoqué plus haut. Dans le cadre de la réalisation de l'objectif numéro un des OMD (objectif stratégique pour la réduction de la pauvreté et la promotion d'une croissance favorables aux pauvres), les institutions internationales entendaient consacrer un effort accru et soutenu en faveur de l'agriculture, secteur qui emploie environ 65% de la population active du continent (Banque Mondiale, 2007). L'agriculture n'arrive pas à financer son propre développement parce qu'elle ne dégager pas un excédent net conséquent. Elle attire peu d'investissement, d'où une faible productivité.

Tableau 2 : Taux de croissance du secteur agricole

	2002	2003	2004	2005	2006
Afrique du Nord	2,2	8,1	- 2,5	0,5	6,9
Afrique de l'Ouest	1,8	- 1,8	- 18,7	4,1	4,6
Afrique Centrale	4,4	5,0	3,9	4,8	4,9
Afrique de l'Est	- 5,9	1,4	8,1	2,3	3,5
Afrique Australe	9,8	0,3	1,6	2,3	0,8
Total Afrique	2,3	3,3	- 3,9	3,4	5,0

Source : CEA (2008)

Entre 1958 et 2002, soit en 45 ans, le total de l'aide publique au développement (APD) reçue par l'Afrique s'élève à 1250 milliards de dollars, soit quinze mois de dépenses militaires mondiales. En vingt-cinq ans, de 1980 à 2004, les ressources totales (APD et ressources publiques domestiques) consacrées à l'agriculture sont passées environ de 8 milliards de dollars américains à 3,4 milliards de dollars. Quant à l'APD, elle est passée de 3,2 milliards de dollars en 1988 à 1,2 milliard en 2004. Cette tendance lourde est constatée également en valeur relative. En effet, la part de l'APD allouée à l'agriculture a connu une chute spectaculaire, passant de 16,9% à 3,5% sur la période 1980-2004 (Banque Mondiale, 2007 et CNUCED, 2008).

Comme l'indique le tableau 2, le secteur agricole a connu une croissance moyenne de 5% dans l'ensemble du continent et les cinq régions ont enregistré des taux de croissance positifs de leur production agricole, la première place revenant à l'Afrique du Nord (7%). Or, il faut noter l'étonnant paradoxe suivant lequel seulement 2 à 4% des budgets des pays africains sont consacrés à l'agriculture, alors que 10 à 20% de leurs PIB en dépendent. Par conséquent, sans cette APD (entre autres), les efforts de croissance visibles sur le tableau 2 seront anéantis et la probabilité d'un démantèlement agricole et d'un approfondissement de l'insécurité alimentaire augmentera.

2 - Produits de base

Les bons résultats économiques obtenus au cours de ces dernières années ont été largement tirés par les prix élevés des produits de base⁹. Par conséquent, tout ralentissement de la demande mondiale et principalement dans les pays émergents, risque de faire chuter le taux de croissance globale avec des répercussions sectorielles.

Tableau 3 : Indices de prix de certains produits de base (2000 = 100).

Produits de base	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<i>Tous les produits</i>	96,4	97,2	105,1	125,5	140,8	183,6		
Pétrole brut	86,7	88,4	102,4	133,8	189,1	227,8		

⁹ L'Afrique possède 90% des réserves mondiales de platine, 60% de celles de diamant, et 50% de celles de cobalt. Elle produit 40% du cacao mondial, 14% du café, 19% du thé et 16% du coton, entre autres. A la fin 2006, les réserves prouvées de pétrole brut de l'Afrique représentaient 10% des réserves mondiales et celles de gaz naturel 8%. En 2015, L'Afrique devrait fournir 12% de l'offre pétrolière mondiale (FRS, 2007).

<i>Produits alimentaires et denrées tropicales</i>	100,4	100,8	103,1	116,7	127,0	149,6		
Maïs	101,2	111,7	118,9	124,9	109,9	136,8	184,7	195,8
Riz	84,7	94,1	97,9	120,6	141,2	149,0	157,9	165,8
Huile de palme	92,1	125,8	142,9	151,9	136,1	154,2	237,5	261,2
<i>Matières premières agricoles</i>	96,1	93,8	112,4	123,5	132,3	152,2		
Coton	81,0	78,1	107,1	103,6	91,5	97,0	101,4	111,5
Billes tropicales	106,4	95,2	114,3	136,3	136,7	130,2	152,3	156,9
<i>Minéraux, minerais et métaux</i>	89,2	86,8	97,6	137,3	227,7			
Or	97,1	111,1	130,3	146,6	159,4	216,6		

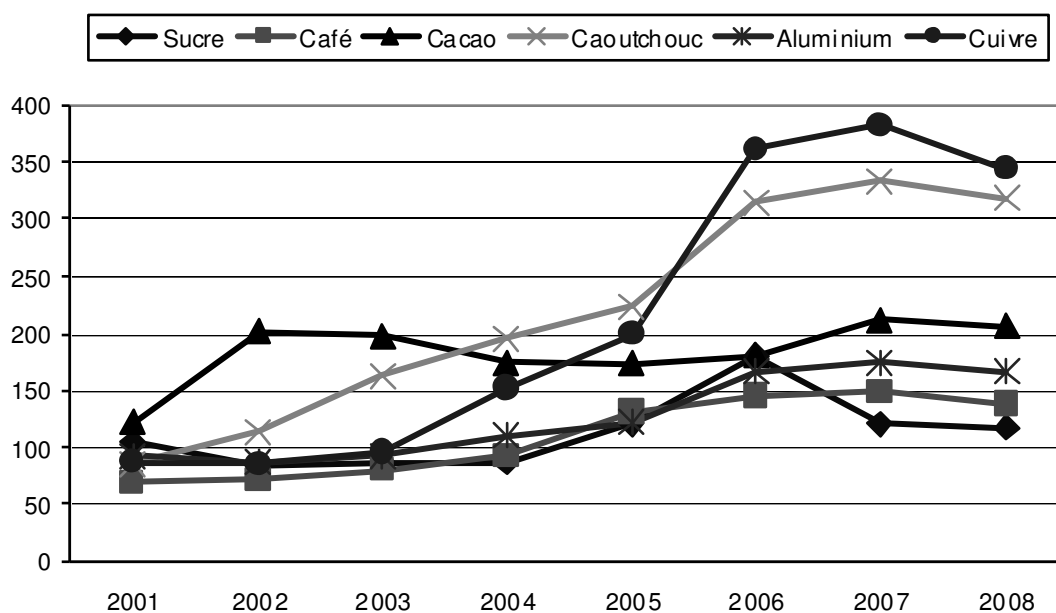
Source: CEA (2008).

L'examen du tableau 3 montre ainsi que les cours de la plupart des produits de base ont augmenté en 2006, mais devraient se modérer en raison de l'instabilité croissante. Les prix des minéraux, des minerais et des métaux ont augmenté de 178% entre 2000 et 2006. La hausse la plus importante a été de 261% pour le cuivre, mais elle a été également considérable pour les autres produits d'exportation comme l'aluminium et l'or. La hausse du cours des métaux s'est maintenue en 2007, mais la tendance devrait s'inverser en 2008 comme le montre la figure 5. Les cours des produits agricoles de base varient, ceux du maïs et du sucre ayant remarquablement augmenté en 2006 ; tandis que ceux des autres produits de base comme le café, le cacao, le coton et les billes tropicales qui étaient restés stables jusque là sont désormais en baisse.

La relation entre l'Afrique et ses produits de base est extrêmement ambiguë, parce que les conséquences de l'instabilité des cours de ceux-ci ne sont pas toujours celles que l'on pourrait raisonnablement attendre. Par exemple, la flambée des prix des matières premières est favorable aux recettes des pays, mais la forte corrélation entre les différentes matières premières entraîne une forte diffusion de la hausse des prix à tous les marchés. Ainsi par exemple, la hausse de la demande d'éthanol (dans les pays comme le Brésil, les USA, la Chine ou

l'Inde qui produisent ce type de carburant) entraîne une hausse du prix du maïs, mais celle-ci se transmet ensuite aux denrées alimentaires qui utilisent le maïs dans leur chaîne de production (par exemple les volailles, le porc, la bière, etc.). Le prix de ces biens augmente donc sur les marchés au grand dam des consommateurs. De la même manière, la hausse du prix du pétrole avantageuse pour les pays producteurs se répercute dans les coûts de production de tous les biens qui l'intègrent comme intrants, c'est-à-dire en particulier les biens agricoles et par conséquent sur leurs prix de vente. Au final, la hausse des prix profite aux pays, mais elle pénalise aussi bien les consommateurs des pays non producteurs que ceux des pays producteurs qui ne sont pas insérés dans le système économique de leur pays et ne bénéficient donc pas des fruits de la croissance.

Figure 5: Prix de quelques produits de base (2000 = 100)
Source: CEA (2008)



Le retournement de tendance est tout aussi ambigu pour les pays. A partir de la fin 2008 en effet, la chute des prix des matières premières (déficits sur le zinc, le fer, le cuivre, le café, le cacao et le sucre, cuivre, or, aluminium, diamant, etc.) par rapport à leurs sommets de juin et de juillet s'est poursuivie, et le pétrole a baissé jusqu'à moins de 50 dollars le baril. La baisse est tout aussi forte pour des métaux comme le cuivre ou l'aluminium, le record de baisse étant à attribuer au nickel qui a perdu 80% de sa valeur par rapport à ses niveaux de mai 2007 ; alors même qu'on note déjà des diminutions de l'ordre de 30%

pour l'acier et le minerai de fer. Le cobalt, le titane, l'aluminium, l'uranium et le cuivre ont perdu en moyenne 50% de leur valeur. Les pays en sont profondément touchés puisque les estimations affirment que l'Afrique du Sud vient de perdre en quelques mois environ 64 000 emplois seulement dans le secteur minier, la RDC (voir encadré plus loin) accuse un manque à gagner de 930 millions de dollars (à cause du cuivre et du cobalt), le Niger affiche une baisse de ses exportations de l'ordre de 200 millions de dollars (à cause de l'uranium), la Guinée annonce une diminution de 20% de ses recettes d'exportation (à cause de la bauxite), la Mauritanie assiste impuissante à la division par trois de ses exportations de fer et les recettes d'exportations de manganèse du Gabon pour 2009 devraient retrouver leur niveau de 2006 (Meunier, 2009 ; Obiageli, 2009¹⁰).

Ce retournement important de conjoncture économique qui s'explique par la baisse de la demande mondiale liée à la récession dans la quasi-totalité des pays occidentaux et au ralentissement de la croissance des pays émergents, en particulier de la Chine, aura des répercussions certaines sur la capacité des pays africains producteurs à réaliser leur volonté de développement. Mais elle pourra par ailleurs aider les pays non producteurs à réduire leurs dépenses liées aux acquisitions de tous les produits dérivés de ces biens, et par conséquent permettre une amélioration de leurs balances des paiements.

Le ralentissement actuel des prix de produits de base met d'autant plus les pays exportateurs face à la menace de crise¹¹ que le système commercial multilatéral dans lequel ils sont tous intégrés pose le principe de la non-discrimination comme un des piliers du système. Ce système signifie qu'un pays ne peut faire de discrimination entre les mêmes marchandises provenant de partenaires commerciaux différents. Les accords commerciaux existants entre l'Union européenne (UE) et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) (Accords de Lomé) sont depuis leur origine au début des années 1970, caractérisés par des préférences unilatérales, garantissant à ces derniers un accès préférentiel au marché européen. Mais depuis l'Accord de Cotonou (2000), ils doivent parvenir avec l'UE à un libre-échange réciproque sur l'essentiel du commerce bilatéral (c'est le principe de base des Accords

¹⁰ Madame Obiageli Ezekwesili est Vice Présidente de Banque Mondiale pour la Région Afrique.

¹¹ L'histoire récente montre que chaque pays d'Afrique subsaharienne absorbe une ou deux fois par décennie un choc majeur tel que l'effondrement de son économie ou de ses structures politiques, dû à un conflit, une famine, la désintégration de la vie politique et de la société ou des facteurs exogènes (Honohan et Beck, 2007).

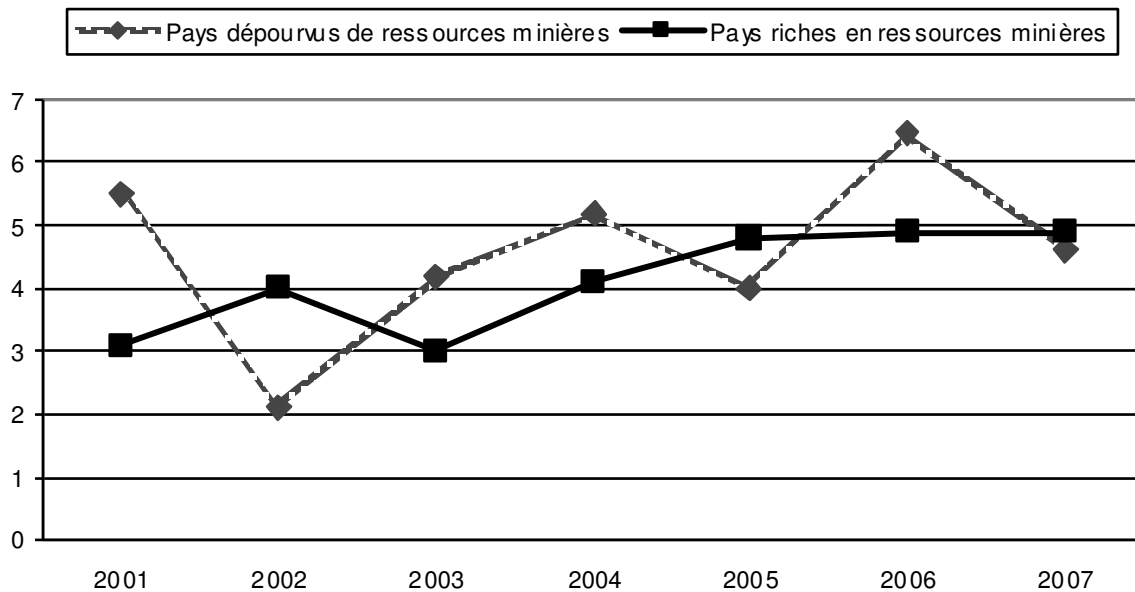
de Partenariat Economique). L'écart de développement entre les deux parties négociantes crée cependant une forte asymétrie dans les négociations. Sans soutien européen durable, et même s'il y a déjà quelques signataires d'accords intérimaires ou d'étapes (Cameroun, Ghana, Côte d'Ivoire, etc.), la transition vers un nouvel accord sera difficile pour certains de ces pays pour la plupart africains. Avec la crise financière internationale, il est légitime de s'interroger si l'Afrique pourra encore continuer de compter sur le soutien européen.

3 - Pétrole et mines

L'exemple des produits miniers (pétrole et autres) est emblématique de cette question. L'augmentation de la production pétrolière et celle des revenus qui en a découlé a en effet soutenu la forte croissance (6,6%) enregistrée par les pays exportateurs de pétrole en 2007 par rapport à 2006, où elle était de 5,8%. Car le pétrole fait vivre les pays producteurs. La part des revenus pétroliers dans le PIB est ainsi de 40% au Nigeria, 47% en Angola, 67% au Congo Brazzaville, 86% en Guinée équatoriale, 73% au Gabon et 50% au Cameroun. Les exportations de pétrole représentent 95% des revenus d'exportation au Nigeria, 90% en Angola, 94% au Congo Brazzaville, 90% en Guinée équatoriale, 81% au Gabon et 60% au Cameroun. En outre, dans les revenus budgétaires des pays sub-sahariens, cette dépendance est massive avec 83% au Nigeria, 90% en Angola, 80% au Congo Brazzaville, 61% en Guinée équatoriale, 60% au Gabon et 60% au Cameroun (FRS, 2007).

Comme on le sait, ces revenus peuvent être utilisés par les autorités pour augmenter l'investissement intérieur, afin d'améliorer les infrastructures et la fourniture d'énergie ainsi que la qualité des services publics, et faciliter l'accès à ces derniers. Cette mesure peut stimuler la demande intérieure et la production du secteur non pétrolier, en particulier dans le secteur des services et le secteur de la construction. L'effet multiplicateur des recettes pétrolières peut être considérable dans le cadre d'un environnement économique propice et si des politiques pertinentes sont mises en place.

Figure 6: Croissance différenciée par les ressources minières en Afrique (%)
 Source: CEA (2008)



Mais, lorsque l'on observe, en termes de taux de croissance économique réelle, la trajectoire des pays dépourvus des ressources minières et celle des pays riches en ressources minières (figure 6), on s'aperçoit bien qu'en dépit des revenus exceptionnels découlant du cours élevé de ces produits de base (pétrole et autres minerais), ces pays ont enregistré une croissance moindre à moyen terme (2002-2007) par rapport aux économies des pays africains dépourvus de ressources minières et non exportateurs de pétrole. C'est qu'une mauvaise gestion des revenus provenant des produits de base peut entraîner une concentration de l'activité économique dans ce secteur ainsi que l'apparition du syndrome hollandais, qui nuit à l'expansion des autres secteurs ; ce qui semble être le cas des économies des pays africains riches en ressources minières. C'est pourquoi la CEA (2008) met en garde en rappelant que des stratégies rationnelles de gestion des recettes provenant des produits de base devraient viser essentiellement à augmenter les capacités de production et à éviter l'accumulation de réserves en devises non utilisées à faible rendement ; comme cela s'est vu ces dernières années dans de nombreux pays exportateurs de pétrole.

Dans tous les cas, les budgets de la plupart des pays producteurs avaient tablé sur des niveaux du cours élevés (entre 65 et 100 dollars le baril) et le retournement du marché a d'ores et déjà emmené certains pays du continent (les pétroliers de la CEMAC par

exemple) à élaborer ou à envisager d'élaborer des lois de finances rectificatives ; alors même qu'on en est qu'au début de l'année budgétaire.

4 - Environnement et forêt

Le rapport 2007 de la BAD dresse un état des lieux des ressources renouvelables et non renouvelables du continent (eau, forêts, minéraux), les changements climatiques et leur meilleure utilisation possible pour accroître et soutenir la croissance pour le développement et la réduction de la pauvreté. Certes : (i) la déforestation est un sérieux problème ; (ii) le « poumon vert » africain, le deuxième après l'Amazonie, est porteur d'une extraordinaire diversité biologique ; (iii) les écosystèmes forestiers peuvent jouer des rôles multiples et les forêts contribuent à réguler le climat et améliorer l'environnement. Mais les forêts constituent un vaste potentiel économique qui n'est que partiellement exploité, alors même que « l'Afrique est le continent le plus pauvre et le plus touché par les changements climatiques et pourtant c'est le moins pollueur, puisque les émissions de gaz à effet de serre émanant du continent pèsent moins de 1% dans le total mondial » (BAD, 2007). Si l'on s'en tient au CO², l'Afrique subsaharienne abrite 11% de la population mondiale mais ne représente que 2% des émissions mondiales, alors que les pays riches qui n'accueillent que 15% de ladite population sont responsables de 45% de ces émissions. Parmi les 30 premiers émetteurs de ce gaz dans le monde, il n'y a qu'un seul pays subsaharien (Afrique du Sud) et deux pays nord africains (Algérie et Egypte) (PNUD, 2007).

L'Afrique représente 16% de la superficie forestière mondiale, soit 650 millions d'hectares. Les six pays qui constituent le bassin du Congo (Cameroun, Congo, RDC, Gabon, RCA, et Guinée Equatoriale) avec leurs 227 millions d'hectares sont sensibles aux arguments appelant au sauvetage de la planète et à la sauvegarde de sa biodiversité en laissant sauves leurs forêts. Mais ce sont des engagements difficiles dans un univers de pauvreté. Contrairement à l'exploitation dramatique des forêts amazonienne et indonésienne, le PIB de ces pays dépendant de l'exploitation forestière n'est que de 6%, essentiellement grâce à l'insuffisance des infrastructures adéquates. Les compensations financières que réclament ces pays (encore rappelées à la Conférence de Poznan en décembre 2008) et dont le principe est pourtant

théoriquement accepté depuis la Conférence de Bali en 2007 ne sont toujours pas accordées.

Dans la perspective des conséquences néfastes de la crise actuelle, la tentation est alors grande de saisir les opportunités de développement qui s'offrent en particulier dans le domaine des contreparties en infrastructures, quand bien même elles seraient au détriment de l'environnement.

Ainsi en est-il, par exemple, d'abord, des essences qu'on trouve dans ces forêts et dont certaines sont de véritables bois précieux comme l'acajou, l'amarante, le bois de lettre, le bois de rose, le bois de violette, le bois de serpent, l'ébène et le palissandre, auxquels il faut sans doute ajouter le teck et le camphrier qui servent à alimenter l'industrie du luxe dans les pays développés, en Europe notamment ; et aiguissent par conséquent l'appétit des pays producteurs tentés de vendre pour se procurer des recettes budgétaires additionnelles (FRS, 2007).

Ainsi en est-il, ensuite, de ces cessions de vastes étendues de terres faites aux sociétés étrangères attirées par des terres arables et excitées par le cours des produits concernés. En mai 2008, une société saoudienne¹² a acquis 10.000 hectares de terres pour 95 millions de dollars au Soudan (culture du blé) ; les sociétés américaines Dole Food et Chiquita s'installent de la même manière en Angola (culture des fruits et légumes) ; la société coréenne Daewo Logistics qui a annoncé en décembre 2008 un accord pour exploiter 1,3 million d'hectares de terres à Madagascar contre un investissement de 6 milliards de dollars d'infrastructure sur 5 ans (culture du maïs et du palmier à huile) ; des sociétés du Golfe viennent d'obtenir des baux pour 99 ans sur 900.000 hectares de terres au Soudan tout comme les 400.000 hectares qui viennent d'être concédés à la société américaine Jarch Management Group, etc. Les biocarburants ne sont pas en reste : la société allemande Flora Ecopower avec ses 10.000 hectares en Ethiopie (culture de jatropha) ; la société britannique Cams Group avec ses 45.000 hectares en Tanzanie (culture du sorgho pour produire de l'éthanol) ; la société BioEnergy Africa des Iles Vierges avec ses 45 millions de dollars levés pour produire de l'éthanol au Mozambique, etc. (Aït-Hatrit, 2009)

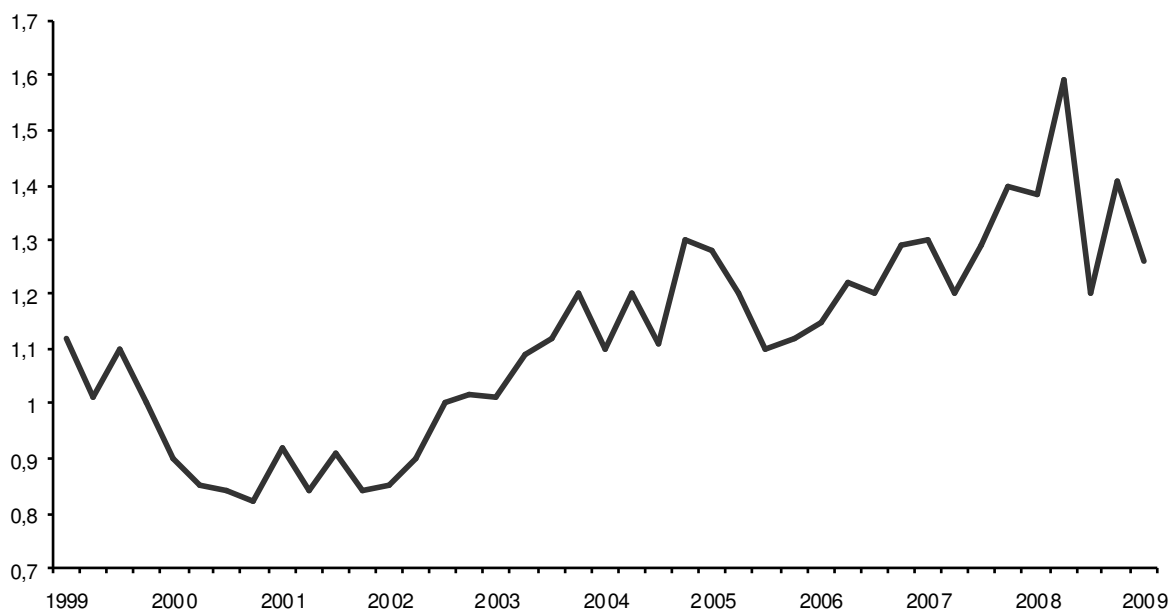
¹² Au-delà de l'Arabie Saoudite, tous les pays du Golfe s'inscrivent désormais dans cette logique, puisque leur population augmente résolument et les terres et l'eau disponibles dans leur région se raréfient au fur et à mesure. L'idée est alors, avec leurs pétrodollars à la disponibilité quasi illimitée, de réduire leur dépendance alimentaire en produisant hors de leurs frontières... en particulier en Afrique.

Ainsi en est-il, enfin, de la poursuite de la déforestation. Car du fait de la pauvreté, près de 90% des prélèvements forestiers sont utilisés comme du combustible en Afrique, contre moins de 40% dans le monde. Entre 1990 et 2005, la valeur des prélèvements de bois (bois de feu et bois rond industriel) est passée de 2,1 milliards de dollars US à 3,9 milliards. Mais la part de l'Afrique dans la valeur ajoutée résultant du secteur forestier n'est évaluée qu'à 2,2% du total mondial. Le taux de destruction de la forêt dans le bassin du Congo n'est que de 0,19%. Les parts du continent dans les valeurs ajoutées des sous-secteurs des industries du bois et des pâtes à papier ne sont respectivement que de 1,3% et 1,1% tandis que la production du bois rond ne compte que pour 5,7% de la valeur mondiale. La foresterie africaine ne recrute toujours pas assez, puisqu'elle ne se hisse à peine qu'à 0,16% du palmarès mondial (compte non tenu de l'emploi informel plus difficile à capturer). La crise risque donc d'exacerber la consommation de la forêt africaine pour faire face à toutes sortes de pénuries des populations.

5 - Monnaie : zone franc vs hors zone franc

La trajectoire présente et prochaine des économies dépend par ailleurs du comportement de la monnaie utilisée. De ce point de vue, les pays africains ne sont absolument pas neutres vis-à-vis de la dynamique récente du cours du dollar par rapport à l'Euro.

Figure 7: Parité entre l'Euro et le Dollar (1999-2009)
Source: Bloomberg par Ricard (2009)



La figure 7 qui en donne un aperçu depuis janvier 1999 jusqu'au 22 février 2009 indique bien que le rapport dollar/euro est instable, avec des périodes plus ou moins longues de baisses et des périodes plus ou moins longues de hausses. Entre 2001 et 2008 en effet, l'euro est passé de 0,83 dollar à 1,5 dollar, c'est-à-dire une appréciation de 80,73%. Entre le mois de septembre 2008 et le 22 février 2009, l'euro est passé de 1,5 à 1,28 dollar, soit une baisse de 17,20%. Les pays de la zone franc d'Afrique sont d'autant plus directement concernés par ces évolutions que la parité fixe entre leur monnaie et celle de l'Europe (1 Euro = 655,56 franc CFA) conduit à une gestion du franc CFA domiciliée à Francfort (siège de la Banque centrale Européenne) plutôt que dans quelque capitale d'Afrique.

En effet, une appréciation du franc CFA (consécutif à une appréciation de l'Euro) par rapport au dollar induit deux conséquences opposées :

- en premier lieu, elle pénalise les exportations des pays de la zone et rogne sur la compétitivité des produits des pays utilisateurs de cette monnaie. Les coûts de production augmentent, les produits fabriqués localement deviennent plus chers que ceux fabriqués hors de la zone euro, et les marges sur les exportations libellées en dollars se réduisent. C'est notamment le cas pour la filière coton, qui emploie près de 30 millions d'Africains. La baisse du dollar depuis 2001, devise de référence pour cette fibre naturelle a fait chuter de plus de 25% la valeur des récoltes africaines. En guise d'illustration, si la parité avait été égale entre le dollar et l'euro, les sociétés cotonnières du continent auraient livré en 2007 le kilo de coton à 820 francs CFA sur le marché international. Mais au cours de 1 euro = 1,42 dollar par exemple, elles l'ont écoulé à 616 francs FCFA, alors que les coûts de production variaient entre 630 francs CFA et 650 francs CFA par kib. Ce schéma déficitaire peut s'appliquer à d'autres filières d'exportation concernant notamment le cacao, l'aluminium, les métaux, etc.
- en second lieu, une monnaie forte implique une réduction du coût des importations. Cet avantage a contribué à atténuer le choc lié à la flambée du prix du baril de pétrole puisque les livraisons de carburants sont libellées en dollars et payées en francs CFA. La poussée inflationniste attachée au prix de l'énergie a pu ainsi être

maîtrisée dans la zone¹³. En outre, étant donné que les pays africains de la zone franc réalisent près de 60% de leur commerce extérieur avec l'union Européenne, la majorité de leurs échanges ne sont ni affectés par la baisse du dollar, ni pénalisés par le risque de change. L'effet pervers de cet état de fait peut alors être que, dopés par la réduction du coût des importations, les achats de produits importés hors zone franc augmentent (comme peut en témoigner la dynamique des produits en provenance d'Asie en général et de Chine en particulier); ce qui aurait pour conséquence de fragiliser les filières existantes.

A l'inverse, on peut s'attendre à ce que la dépréciation du franc CFA (consécutive à la dépréciation de l'Euro) par rapport au dollar rééquilibre les échanges, renchérisse les produits et intrants hors zone Euro, améliore les chiffres des entreprises qui commercent avec la zone dollar ou qui exportent des produits aux prix dollarisés et remette en selle la question du taux de change optimal à appliquer dans la zone franc (Van de Craen, 2001). Cette question n'est pas à séparer de celle tout aussi lancinante du cloisonnement des « zones CFA », puisque l'une bénéficie de la rente pétrolière (Afrique du Centre) et semble plus sensible à l'instabilité du change (et du prix du baril) que l'autre qui est davantage cotonnière (Afrique de l'Ouest).

Pour ce qui concerne les pays hors zone franc, ainsi que l'a observé la CEA (2008), la plupart des autres devises africaines (hors du FCFA) ont elles aussi continué de prendre de la valeur par rapport au dollar en 2007. Si l'on se fonde sur le taux de change effectif réel, 23 pays sur les 36 pays africains dont on disposait de données ont vu leur monnaie s'apprécier durant la période 2002-2007. Durant cette période, le Zimbabwe, l'Angola, la Zambie, le Soudan et l'Afrique du Sud sont les cinq pays ayant enregistré les taux d'appréciation du taux de change effectif réel les plus élevés, tandis que les Seychelles, le Malawi, la Tanzanie, Madagascar et la Libye ont enregistré les taux de dépréciation les plus élevés.

Tableau 4 : Quelques performances zone franc/hors zone franc.

Parmi les 10 pays	Parmi les 10 pays	Parmi les 10 pays
-------------------	-------------------	-------------------

¹³ D'une façon générale, la stabilité monétaire et la garantie de l'Euro ont permis de juguler l'inflation en zone franc. Toutefois, la maîtrise de l'inflation est un objectif européen dont on n'est pas certain qu'il soit efficace dans un contexte africain où c'est davantage le besoin de croissance (et non pas forcément la lutte contre l'inflation) qui prime pour lutter contre la pauvreté. L'instrument monétaire peut être adéquat dans cette optique.

A excédent budgétaire	A déficit budgétaire	A forte inflation	A faible inflation	les plus accumulateurs de réserves en devises	
4 zone CFA	10 hors zone CFA	10 hors zone CFA	7 zone CFA	2 zone CFA	8 hors zone CFA

Source : Compilation à partir de CEA (2008). Moyenne entre 1998 (ou 2000) et 2007.

Parce que la majorité des exportations des pays africains est commercialisé en dollars et que les prix à l'exportation sont restés relativement stables, l'appréciation de la monnaie des pays implique une baisse des importations de leurs produits, mais également une diminution de la rentabilité des activités productrices nationales qui sont tournées vers l'exportation. Etant donné que les importations deviennent moins coûteuses, l'appréciation de la monnaie détériore la balance des opérations courantes. Le tableau 4 indique par exemple que bien qu'ils aient été les plus grands accumulateurs de devises, les 10 pays à fort déficit budgétaire moyen et à forte inflation moyenne entre 1998 et 2007 étaient tous des pays hors zone franc.

Les effets de la crise sur les différents secteurs ainsi envisagés vont se diffuser dans l'ensemble de l'économie et porter atteinte à la manière dont les peuples vivent et s'organisent dans l'adversité de la pauvreté. C'est la dimension sociale qui est ainsi interpellée.

C - Dimension sociale

La dimension sociale des conséquences de la crise en Afrique est plurielle et nécessite certainement des investigations poussées au sujet du chômage, de la protection sociale, de l'éducation, de la prise en charge de la jeunesse et/ou de la vieillesse, etc. On peut cependant se limiter à trois éléments notables pour en capturer l'essence : le déséquilibre sociétal, la question de la santé, et la préoccupation de la crise alimentaire.

1 - Déséquilibre sociétal

La situation sociale en Afrique qui se caractérise par plus de 200 millions de personnes qui survivent avec moins d'un dollar par jour, requiert une action collective pour promouvoir les valeurs de solidarité et

d'entraide afin de réduire le coût social de cette crise planétaire. En termes sociaux, en effet, l'effondrement des cours des matières de base crée un déséquilibre sociétal qui touche de manière diversifiée les pays et a des effets néfastes sur les entreprises, les projets d'investissement, la santé, le chômage, le coût de la vie, les maux sociaux comme les enfants de la rue, la criminalité urbaine, etc. Le cas de la RDC est riche d'enseignements de ce point de vue (encadré).

ENCADRE :

ETUDE DE CAS : LA CRISE EN RDC

LUBUMBASHI, RD Congo, 16 février 2009. Il y a de l'affluence devant les portails de la brasserie de Bralima à Lubumbashi, la capitale de la province du Katanga, dans le sud-est de la RDC. Environ 60 hommes attendent devant les portes, espérant qu'elles s'ouvrent et que quelqu'un leur offre du travail. Leur nombre a augmenté depuis que la crise économique mondiale qui a provoqué l'effondrement de l'industrie minière locale, en particulier le Katanga, qui est une région dépendant essentiellement de l'exploitation minière du cuivre et du cobalt.

Depuis septembre 2008, la demande mondiale pour les ressources naturelles a baissé et les prix des matières premières comme le cuivre et le cobalt ont dégringolé à des niveaux toujours bas. Pendant que le cuivre a perdu plus de 50% de sa valeur, le cobalt est descendu d'un niveau de prix maximum de 52 \$ la livre en mars 2008 à approximativement 18 \$ neuf mois plus tard. Par conséquent, plus de la moitié des 75 sociétés d'exploitation du cuivre et du cobalt, opérant dans la province du Katanga, ont été contraintes soit de suspendre totalement leurs activités de production, soit de les ralentir. Du coup, 300.000 personnes ont perdu leurs emplois et 60.000 autres mineurs seront confrontés à un licenciement dans les mois à venir, puisqu'il n'y a aucun signe que les prix du cuivre et du cobalt reprendront bientôt à tout moment.

L'une des entreprises qui a suspendu ses activités de production et de transformation au Katanga est « Anvil

Mining ». En décembre 2008, la société australienne, qui est l'un des principaux producteurs du cuivre en RDC, avait annoncé qu'elle fermerait, jusqu'à nouvel ordre, la mine de Dikulushi dont elle détient les 90%. La plupart des 1.056 employés permanents et contractuels à la mine ont été licenciés. « Anvil Mining » qui affirme que cette décision permettra à la société d'économiser environ deux millions de \$ par mois, a également interrompu un nouveau projet de développement sur son site de Kanseveré, qui a enregistré la perte de 550 emplois.

Dans ce contexte, le franc congolais a perdu presque la moitié de sa valeur. « Entre octobre 2008 et début janvier 2009, le taux de change a baissé de 500 à 800 francs presque pour un dollar », selon Marijke Splinter, une expatriée hollandaise qui réside à Lubumbashi. « Cela a un impact énorme sur les vies des gens, puisque beaucoup de Congolais ne gagnent pas plus que 100 dollars par mois », ajoute-elle. « Les aliments, le charbon et l'huile de cuisine ont aussi augmenté de prix. Je vois également de plus en plus de mendiants dans les rues, comparé à quelques mois auparavant ».

Eric Meert, qui dirige « Bakanja Ville » – un centre à Lubumbashi pour des enfants de la rue – confirme les observations de Splinter. « Jusqu'à ces derniers temps, nous connaissions chaque enfant qui vivait dans les rues mais au cours des dernières semaines, nous avons vu un bon nombre de nouveaux visages. Cela est certainement lié à la situation économique et aux licenciements dans l'industrie minière ».

Pendant ce temps, la Mission des Nations Unies en RDC (MONUC), est en train de surveiller de près la situation sécuritaire dans la province. « La crise économique est si alarmante que nous sommes en train d'évaluer les problèmes sociaux et sécuritaires qui pourraient découler de la situation », selon une déclaration de la MONUC à la presse. Les autorités et les reportages dans les médias locaux indiquent que des crimes violents dans la ville sont en hausse. Au cours de la dernière semaine de décembre 2008, 11 personnes ont été tuées à Lubumbashi, y compris un

Chinois et un Libanais. Deux ont été tués dans la ville de Likasi.

Source : Extraits de Mannak (2009).

La diffusion des effets de la crise apparaît donc comme porteuse de déséquilibre et le prolongement de ses tentacules aux confins de la société annihile la plupart des efforts jusque là mis en œuvre pour tenter de constituer un socle régional ou national qui solidifie les trajectoires des populations.

2 - Santé

L'Etat de santé est une donnée fondamentale dans le processus de développement des pays. Or, l'Afrique est le continent qui affiche les systèmes de santé les plus inefficaces auxquels s'ajoutent des maladies de diverses natures qui en constituent un puissant obstacle à son évolution. Il en est ainsi des endémies comme la tuberculose, le paludisme et plus encore le VIH/SIDA. On estime ainsi qu'en Afrique subsaharienne, quelque 4,8 millions d'enfants perdront la vie avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans, et que c'est la partie du monde la plus atteinte par le VIH avec 24,7 millions de personnes atteintes par la maladie en 2006, dont

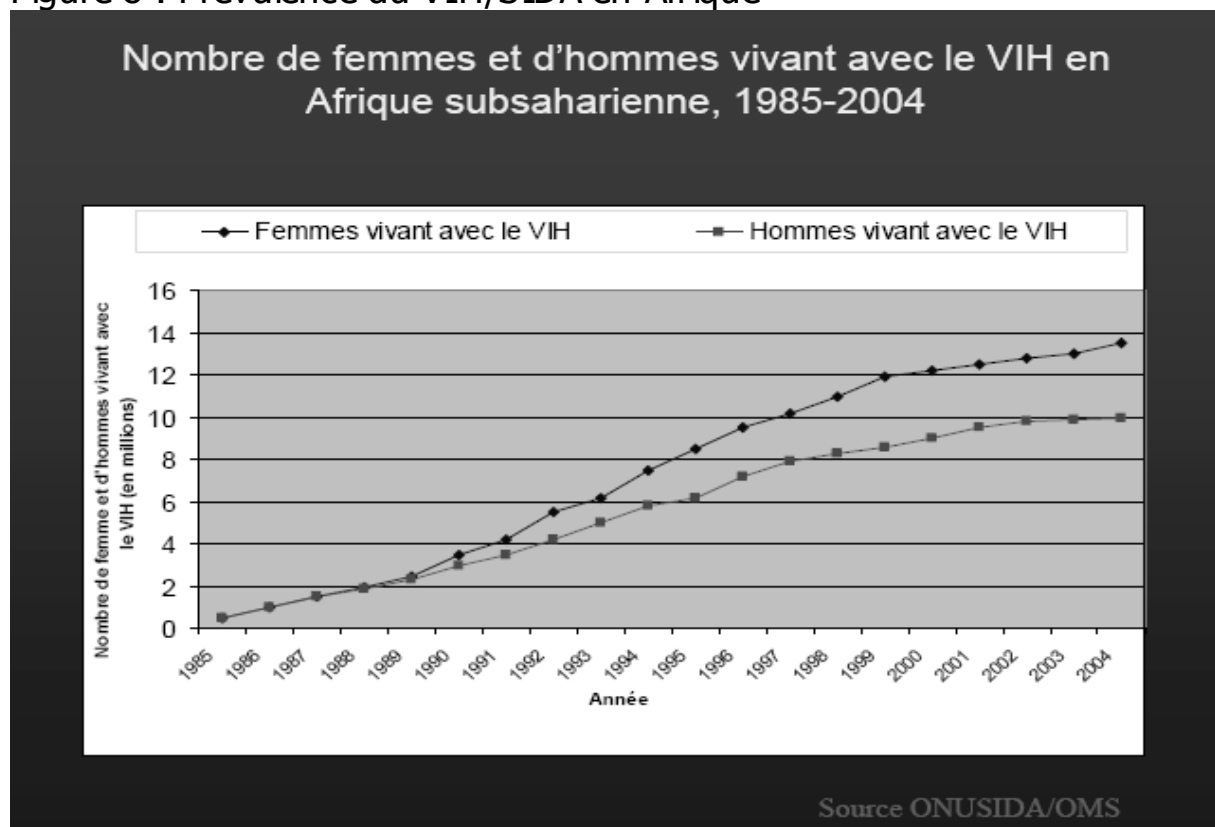
59% de femmes (ONUSIDA/OMS, 2006).

La dynamique de la figure 8 est d'autant plus inquiétante qu'elle est appréhendée alors même qu'on est en période économique favorable. Mais cette dynamique est peut-être moins inquiétante que les simulations élaborées par Ferreira et Pessoa (2003). Celles-ci indiquent que le pire est encore à venir dans les pays subsahariens et plus généralement dans tous les pays infectés. Ils prédisent notamment que la plupart des pays les plus affectés d'Afrique seront dans le futur, en moyenne un quart plus pauvres que s'il n'y avait pas de VIH, à cause uniquement des effets directs (réduction du capital humain) et indirect (déclin de l'épargne et de l'investissement) de la baisse de l'espérance de vie. Par ailleurs la scolarité devrait décliner de 50% en moyenne dans les pays concernés. Quand on note qu'entre 1985 et 1999 des pays comme le Botswana, le Lesotho ou le Zimbabwe ont accusé des baisses de leurs espérances de vie respectivement de 60 à 39 ans, de 56 à 45 ans et de 56 à 40 ans, ces prédictions apparaissent comme étant effroyables. Dans le cas du Botswana, par exemple, le modèle prédit que le revenu par

habitant tombera à 56% de ce qu'il aurait été si l'espérance de vie n'avait chuté de 21 ans !

Lors de la Conférence des ministres de la santé de l'Union Africaine qui s'est tenue en avril 2007, les participants ont pris des engagements en faveur de la mise en oeuvre de la Stratégie africaine de la santé pour 2007-2015, qui appelle au renforcement des systèmes de santé en vue de réduire la morbidité due à la maladie, grâce à une amélioration des ressources, des politiques et de la gestion des systèmes. Les investissements ainsi sollicités en faveur de la santé devraient par ailleurs contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement économique général.

Figure 8 : Prévalence du VIH/SIDA en Afrique



Dans l'esprit des participants, l'atteinte des ces objectifs était fondée sur le fait que les gouvernements africains devraient augmenter le montant des investissements publics en faveur de la santé, grâce notamment aux flux d'APD et à leurs ressources propres. Or, ainsi qu'il apparaît dans les développements antérieurs, les sources de revenus ainsi identifiées seront fortement en baisse. Ce qui conduira probablement les gouvernements à opérer des arbitrages de dépenses

publiques dont on sait qu'ils ne sont généralement pas favorables aux dépenses de santé (la faiblesse des budgets dans ce domaine en est la meilleure illustration dans les pays africains).

3 - Crise alimentaire

La crise financière survient dans un contexte où la crise alimentaire qui a secoué les pays africains risque de fragiliser davantage les populations et de compromettre sérieusement leurs capacités à réaliser ce qui peut encore l'être des OMD. Cette crise alimentaire est particulièrement due à des raisons qui ne disparaîtront pas à court terme : (i) diversification de l'alimentation des populations des pays émergents comme la Chine qui tire la demande mondiale, (ii) réchauffement climatique qui accroît l'intensité des inondations et des sécheresses et se répercute sur le niveau des récoltes, (iii) hausse du prix du pétrole qui fait grimper le coût du transport des denrées, et (iv) spéculation sur les marchés des produits de base qui augmente la volatilité des cours.

Le rapport de la FAO intitulé « Perspectives de récoltes et situation alimentaire » montre que la flambée des prix alimentaires a jeté 75 millions de personnes de plus dans la faim et la pauvreté en 2007. Cette institution prévoit d'ailleurs que de nombreux pays dans le monde auront besoin d'une aide alimentaire extérieure en 2009, au premier rang desquels se trouve l'Afrique. Car, aujourd'hui encore, le continent accuse un déficit alimentaire supérieur à 1% de ses importations, avec 35 pays sur 47 importateurs nets de produits alimentaires de base, parmi lesquels 28 pays africains à faible revenu (tableau 5).

Tableau 5 : Classement des pays africains dans le commerce alimentaire

Groupe de pays	Nombre de pays dans le commerce alimentaire		
	Exportateur net	Importateur net	Total
Revenu moyen (y compris Gabon)	4	4	8
Revenu faible	8	31	39
- Exportateurs de pétrole	2	4	6
- Pays en guerre civile	1	4	5
- Autres pays à revenu	5	23	28

faible			
Total Afrique Subsaharienne	12	35	47

Source : Ng and Aksoy (2008). Les aliments considérés ici sont : viande, lait, grains, fruits et végétaux.

L'Afrique, à l'exception de pays tels que l'Afrique du Sud, compte parmi les importateurs nets de produits alimentaires. Elle importe essentiellement des denrées alimentaires (céréales, bétail, produits laitiers et, dans une moindre mesure, fruits et légumes). La grande majorité des pays d'Afrique subsaharienne n'atteint pas l'autosuffisance alimentaire étant donné que 39 pays du continent sont en deçà du seuil dans ce domaine. Par ailleurs, environ 85% des populations de cette région vivent avec moins de deux dollars par jour. Selon les statistiques de la FAO, 67% de la population subsaharienne se situent en deçà du seuil de grande pauvreté (FRS, 2007). La force des raisons qui ont enclenché la crise alimentaire ne faiblira pas. C'est pourquoi l'on peut craindre que la fragilisation des économies suite à la crise économique n'en aggrave que davantage la question de la sécurité alimentaire.

Il faut cependant se réjouir de ce que dans cet environnement, les exportations de produits agricoles puissent néanmoins représenter une source importante de devises pour plusieurs pays africains. La part du secteur agricole dans les exportations totales de marchandises varie ainsi selon les pays, allant de 80% pour le Burundi à moins de 1% pour le Gabon et la Guinée équatoriale. La principale destination de ces exportations de denrées agricoles est l'Union Européenne, et les principaux produits exportés sont les poissons et les crustacés, les fruits et les fruits à coques, le coton et les légumes (CEA, 2008). Sans préjuger de l'importance des rentrées financières qui en sont issues (en particulier si elles peuvent permettre de contrebalancer les effets néfastes de la crise), et en admettant un hypothétique maintien de la demande européenne pour ces produits, les recettes d'exportations dont on aurait pu être fier dans cette optique risquent malheureusement de fondre du fait notamment du regain du dollar sur l'Euro.

IV - CONCLUSION

Il s'agissait dans cette contribution essentiellement de supputer les conséquences de la crise financière internationale actuelle, qui s'est

muée en crise économique mondiale, sur les économies des pays d'Afrique. Nous avons montré que cette crise a des répercussions sur l'offre et la demande mondiales, les recettes d'exportation, l'accès aux ressources financières, les flux d'investissement direct étranger, les envois de fonds effectués par les migrants africains ainsi que les flux de l'APD. Cette situation risque de saper davantage la base macroéconomique des économies des pays africains, d'aggraver l'impact de la récente crise du prix des produits alimentaires et d'anéantir les acquis que sont les progrès accomplis dans la réalisation des OMD.

Devant les risques qui pèsent sur l'économie africaine, on ne peut soutenir une croissance vigoureuse et un développement accéléré et durable des pays africains, sans la mise en œuvre de politiques concertées, intégrées et coordonnées, capables de permettre à l'Afrique de résister aux chocs extérieurs, de consolider et d'amplifier les performances déjà réalisées au cours de ces dernières années et de réduire la pauvreté qui touche plus de la moitié de la population. Il faut utiliser avec prudence les marges de manœuvres budgétaires en préservant la soutenabilité à moyen terme, il faut utiliser la politique monétaire pour stimuler la demande là où l'inflation est en baisse, il faut préparer des mesures d'ajustement en cas de baisse des financements extérieurs (Mensio Sayeh, 2009).

Par conséquent les Etats doivent jouer un rôle actif en adoptant des stratégies politiques capables de tirer parti de la conjoncture internationale, de promouvoir les investissements publics et privés productifs, de construire les infrastructures de base et de s'engager massivement dans la valorisation des ressources humaines.

De façon générale, l'on pourrait envisager des actions à entreprendre pour réduire les conséquences de la crise mondiale sur les économies africaines non seulement au niveau interne du continent, mais aussi au niveau international.

Au niveau interne, l'action entreprise à Tunis les 12 et 13 Novembre 2008 à la veille de la conférence de Washington du G8 par l'Union Africaine et la BAD devrait se poursuivre non seulement pour évaluer les conséquences réelles de la crise mondiale sur les économies africaines mais aussi pour aboutir sinon à une stratégie régionale du moins à des stratégies sous-régionales de lutte contre la crise.

Au niveau international, l'on pourrait penser à une meilleure représentation de l'Afrique aux futures Conférences internationales destinées à remodeler une nouvelle architecture financière internationale. Ainsi, l'Union Africaine devrait chercher à y siéger en plus de l'Afrique du Sud pour faire prendre en charge de façon efficace la question du financement du développement, en relation avec les fonds spéculatifs comme les << fonds vautours >> qui effectuent des opérations prédatrices sur les économies africaines (¹⁴) ainsi qu'en relation avec la question du réchauffement de la planète dont l'Afrique est victime alors qu'elle doit subir des manques à gagner importants du fait qu'elle renonce à l'exploitation intense de la forêt pour préserver l'environnement mondial.

En tout état de cause, l'Afrique (Comité des Finances et des Gouverneurs des Banques Centrales) a dressé le constat que le continent avait besoin :

- De ressources additionnelles de l'ordre de 50 milliards de dollars américains en 2009 et 56 milliards en 2010 pour retrouver les niveaux de croissance d'avant la crise;
- De ressources supplémentaires de l'ordre de 117 milliards de dollars en 2009 et 130 milliards en 2010 pour réaliser des taux d'investissement élevés et compatibles avec la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement.

Finalement, elle a fait 5 recommandations à l'endroit du G20 lors du sommet du 02 avril :

1. Faire montre d'une réelle volonté politique et prendre des actions immédiates pour gérer la crise en Afrique à l'image de ce qui a été fait dans leurs propres économies
2. Pourvoir les ressources additionnelles nécessaires et préalablement identifiées;
3. Accroître les marges de manœuvre de la politique économique et réduire la conditionnalité
4. Promouvoir le commerce
5. Accroître la transparence et œuvrer pour une représentation plus équitable de l'Afrique dans les institutions financières internationales

¹⁴ BEKOLO EBE (2009), <<La crise, l'Afrique et le grand marchandage>>, *Cameroon Tribune*, 06 janvier

Références bibliographiques

- Aït-Hatrit, S. (2009), << Un continent à vendre >>, *Afrique Magazine*, n° 281, Février
- BAD (2007), *Les ressources naturelles au service du développement durable de l'Afrique*, Rapport sur le développement de l'Afrique, Tunis
- Banque Mondiale (2007), *Rapport sur le développement dans le monde 2008*, la Banque mondiale appelle à un renouveau agricole pour réduire la pauvreté rurale dans les économies en mutation
- BEKOLO EBE (2009), << La crise, l'Afrique et le grand marchandage >>, *Cameroon Tribune*, 06 janvier
- Bilombot Bitadys, B. (2008), *L'Afrique dans la nasse de la crise financière*, Afriquechoc.ch, Miméo, Décembre
- CEA (2008), *Rapport économique sur l'Afrique, L'Afrique et le consensus de Monterrey : performance et progrès du continent*, Addis Abeba
- CNUCED (2008), *Le développement économique en Afrique en 2008. Résultats à l'exportation après la libéralisation du commerce : quelques tendances et perspectives*, Genève, Nations Unies.
- Ezekwesili, O. (2009), *L'Afrique face à la crise économique financière mondiale*, Mimeo, cridem.org
- Ferreira, P.C. and Pessoa, S. (2003), *The long-run economic impact of AIDS*, Working Paper, University of Illinois, February
- FRS (Fondation pour la Recherche Stratégique) (2007), *L'Afrique subsaharienne d'une crise à l'autre*, Actes de la journée d'études du 5 février, Paris
- Honohan, P. et Beck, T. (2007), *Making Finance Work for Africa*, The World Bank, Washington DC, 260 p.
- Kassé, M. (2008), << La crise financière : comment et quels effets sur l'Afrique >> ?, *Sud Quotidien* n° 4644 et 4645, Ecole de Dakar, www.mkasse.com
- Le Monde*, <http://www.lemonde.fr/economie/artcile/2009/03/11>
- Mannak, M. (2009), *Le chômage augmente puisque la crise mondiale touche l'industrie minière*, Inter Press Service News Agency, Février
- Meunier, M. (2009), << Le sous-sol africain de fait plus recette >>, Ecofinance, *Jeune Afrique*, n° 2509, Février
- Monsio Sayeh, A. (2009), *L'Afrique subsaharienne face à la crise mondiale*, Mimeo, Département Afrique du FMI, Paris
- Ng, F. and Aksoy, M.A. (2008), *Who are the net food importing countries*, Policy Research Working Paper, n° 4457, The World Bank, January

ONUSIDA/OMS (2006), *Le point sur l'épidémie du sida*, Genève, Décembre

Osakwe, P. (2008), << L'Afrique subsaharienne et la crise financière internationale >>, International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD), *Eclairage*, Vol. 7, n° 10, Decembre

PNUD (2007), *Rapport sur le développement dans le monde 2007/2008: la lutte contre le changement climatique: un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé*, New York

Ricard, P. (2009), << L'endettement menace l'unité européenne >>, *Le Monde, Dossiers et Documents*, Février

Van de Craen, L. (2001), << Existe-t-il un taux de change optimal ? De la théorie à la pratique >>, Repris par *Problèmes Economiques* n° 2698, Janvier

TOUNA MAMA (2008) << La crise financière internationale et la résurrection de Keynes >>, <http://www.tounamama.com.Actu>

TOUNA MAMA (2008) << Crise financière, triomphe de Barack OBAMA et fin de la pensée unique néo-libérale >>, <http://www.tounamama.com.Actu>.